
A qui profite l'escalade dans l'horreur?

Entretien avec

Abdelkrim Ghemati

Qui a intérêt à cette escalade dans l'horreur? Par qui sont soutenus ceux qui n'ont qu'une obsession: tuer et mener la guerre jusqu'à l'infini? Pour Abdelkrim Ghemati, vice-président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, des complicités existent pour ternir l'image islamiste, faire durer le climat de violence et protéger les privilèges et les intérêts de quelques-uns.

— *Quel est votre sentiment général sur la situation actuelle en Algérie?*

Depuis six années de conflits, la violence s'est accentuée et a atteint aujourd'hui son paroxysme en visant les couches les plus démunies de la population civile et, en particulier, ceux qui ont voté pour le Front islamique du salut, aux élections de 1990 et 1991. La situation s'est dégradée en raison de l'acharnement des groupes islamiques armés qui, depuis 1994, ne cessent de commettre des actions horribles. Le problème est que le GIA apparaît, pour le moment, comme quelque chose d'indéfini. Ces gens qui ne sont pas identifiés font des opérations qui le plus souvent servent les intérêts du pouvoir en place, un pouvoir qui a tout fait pour maintenir le climat de violence qu'il a contribué à instaurer avec l'arrêt brutal du processus électoral en janvier 1992.

— *A plusieurs reprises, l'armée présente à quelques kilomètres des massacres n'est pas intervenue. Comment l'expliquez-vous?*

Je pense que le pouvoir a une grande part de responsabilité dans ces massacres d'autant que ce nettoyage ethnique a eu lieu dans les régions où

Printemps 1998

le Front islamique du salut était bien implanté. Ce qui est frappant, c'est que, par exemple à Bentalha, les militaires sont venus deux jours avant le massacre pour faire un recensement des gens vivant là en demandant la composition précise de chaque famille, (qui vit ici, qui vit ailleurs?), comme si l'objectif avait été d'exterminer toute la famille sans laisser le moindre survivant susceptible de témoigner. Après ces recensements, des individus non identifiés passent donc à l'action et massacrent toute une ville, sans que personne n'intervienne. Quelques jours après, ceux qui avaient eu un proche assassiné dans ces conditions et qui étaient soupçonnés d'avoir des informations ont été liquidés.

Nos amis de l'intérieur, en particulier ceux de l' AIS, nous disent à quel point il est difficile pour un groupe de se déplacer sans être repéré. Or ces gens-là se déplacent généralement à deux ou trois cents personnes dans des camions pour ensuite disparaître complètement dans la nature, comme s'ils étaient venus d'une autre planète et qu'ils repartent sans laisser la moindre trace. Encore plus inquiétant est le fait que le pouvoir n'ait jamais ordonné la moindre enquête judiciaire pour savoir qui sont les vrais auteurs. Personne n'a été jugé pour l'un de ces massacres.

Autre histoire troublante qui s'est passée aux environs de Relizane dans une région où l' AIS dispose d'une base assez importante et entretient de bons rapports avec la population: il y a quelques semaines (donc peu après la trêve décrétée pour le 1er octobre) un groupe de l' AIS a affronté un GIA venu pour faire de la provocation. Après un premier accrochage, les gens de l' AIS les ont pourchassés et ont informé les autorités militaires de leur présence dans le secteur. Alors qu'elles disposent là d'un poste de garde, même s'il n'est pas très important, elles n'ont strictement rien fait. Et deux jours après, les gens du village de Delanka ont été massacrés. Près de Tiaret, l' AIS pourchasse à nouveau le groupe, réussit à tuer trois de ses membres et tente de se saisir des cadavres pour connaître l'identité de ces hommes. Cela a été impossible car les gens de ce mystérieux GIA ont tout fait pour ne pas laisser ces morts; ils ont tiré des centaines de balles et ont pris le temps de prendre les trois cadavres. Ce sont des choses très incompréhensibles surtout quand on sait qu'il est pratiquement impossible de se procurer des munitions en quantité.

D'autres faits sont tout aussi inexplicables: par exemple, on ne comprend pas pourquoi des ratissages de l'armée sont organisés dans les régions où, dans le même temps, des massacres sont commis, comme si l'armée était en train de protéger des gens pour faire des massacres. De même on ne comprend pas comment des massacres peuvent être perpétrés pendant plusieurs jours de suite sans que l'armée ne puisse capturer au moins quelques-uns de ces criminels. On s'interroge aussi sur le fait que ces crimes soient commis dans des douars proches de l' AIS et du FIS.

Tous ces indices nous laissent supposer qu'il y a quelque part une complicité d'un clan du pouvoir qui cherche à ternir l'image islamiste et à

préservé un climat de violence pour protéger ses privilèges et ses intérêts financiers, économiques et commerciaux.

— *Selon vous il y aurait donc un clan, quelque part au sein du pouvoir, qui aurait intérêt à ce que la situation continue de pourrir?*

La privatisation de l'économie a commencé en 1998; qu'il s'agisse de sociétés industrielles ou de domaines agricoles, tout va être mis sur le marché. Ainsi, par exemple, dans la plaine de la Mitidja, qui est une des régions les plus riches du pays, il y a beaucoup d'argent à se faire. Cela ira certainement entre les mains des gens du pouvoir qui vont se partager ces terres. Il est bien probable qu'une partie des massacres qui ont eu lieu dans ce secteur soit liée à ces enjeux financiers. Pour faire en sorte que les propriétaires qui sont là depuis des générations disparaissent complètement, on tue toute la famille; ainsi il n'y aura plus personne pour revendiquer quoi que ce soit. Ni l'actuel propriétaire, ni son fils, ni le fils de son fils. Personne ne pourra dire: "*Mon père est mort, mais moi je suis l'héritier*"...

Les gens du pouvoir ont besoin de donner des parts du gâteau à tout le monde pour tenir le système. Voici un exemple parmi beaucoup d'autres: à l'est du pays, il y a une milice très importante à laquelle le pouvoir a donné, en contrepartie de son action armée, des plages pour en exploiter le sable; le chef de cette milice ne se contente pas de le vendre aux entrepreneurs, il s'est arrogé par la force un véritable monopole de la fourniture de sable dans la région. S'il attrape un camion concurrent, il l'arrête et fait jeter sa cargaison sur la chaussée. Cet homme est ainsi devenu comme un roi dans sa région. Il existe ainsi d'étroites complicités entre ceux qui sont liés au pouvoir.

Cette situation est encore plus évidente dans le domaine du commerce extérieur où tout est confisqué par quelques personnes qui utilisent leurs positions politiques et les moyens de l'Etat pour leurs intérêts personnels. Tout le monde connaît le général du sucre ou celui du café... C'est un commerce d'autant plus lucratif que l'Algérie importe la plus grande partie de ses produits de consommation.

— *Le partage du gâteau dont vous parlez a commencé il y a longtemps. Pourquoi aurait-on besoin de commettre ou de laisser commettre de tels massacres pour perpétuer une situation de nomenklatura qui existe depuis 30 ans en Algérie?*

Il faut bien distinguer une situation de stabilité et une situation de guerre. Dans un climat de stabilité, on ne peut pas aller au-delà de certaines règles, de certaines normes, même si elles ne sont pas respectées à 100%. Il n'est donc pas envisageable de faire n'importe quoi. Par contre, dans un climat de guerre, tout devient possible. Avant, on volait dans les caisses de l'Etat mais on ne s'attaquait pas aux gens. Maintenant, certains n'hésitent plus à

s'emparer de biens par la menace physique. Quand la terreur s'instaure, le premier souci des gens est de sauver leur peau.

— *Comment expliquez-vous l'horreur de ces massacres, comme si les tueurs voulaient déchiqueter leurs victimes et non pas seulement les tuer?*

Ce degré d'horreur est inexplicable. Il semble que plus on avance, plus il y a une fuite en avant. Je suis sûr que les assassins sont les GIA mais on n'arrive pas à comprendre qui ils sont, qui se cache derrière ce sigle. Ils ont commencé par tuer des gens par balles, puis ils les ont égorgés, puis ils les ont décapités... Ces fanatiques n'ont aucun objectif politique. Ils n'ont qu'une seule obsession: tuer. Ils sont exploités et manipulés pour cela.

— *Vous distinguez toujours l' AIS du GIA, mais, au départ, il y a eu certainement des membres du FIS qui ont dû rejoindre des groupes armés et donc les GIA.*

Au lendemain de sa dissolution, notre parti n'avait pas le contrôle de ces gens-là; il l'a encore moins eu lorsque ses cadres ont été arrêtés, en 1992. Après le coup d'Etat, certains ont prôné la méthode iranienne, c'est-à-dire une prise du pouvoir par la force même si cela devait provoquer la mort de dizaines de milliers de personnes. On a essayé de les contrer mais on n'avait plus les moyens de les contrôler. De surcroît, ils profitaient de la situation pour dire que le pouvoir ne nous lâcherait jamais, et que, dans ces conditions, la seule méthode efficace était le recours à la force et donc à l'action armée.

Les gens qui ont créé les GIA, à l'époque, ont pu assez vite récupérer certaines armes grâce notamment à des officiers de l'armée qui les avaient rejoints. Le GIA a pris de l'ampleur par rapport à l' AIS à ce moment-là parce que plus un groupe a de l'armement, plus il peut recruter. Ces hommes qui ont fui les casernes ont d'ailleurs connu une ascension fulgurante au sein des GIA puisque certains d'entre eux se sont retrouvés émirs deux mois après. Et dès le début, ils ont opté pour une ligne intransigeante: aucune conciliation, aucun dialogue, un seul objectif: la guerre jusqu'à l'infini. Au début et pendant environ dix-huit mois, le GIA a eu une seule structure puis, après l'assassinat de Mohamed Saïd (en novembre 95), il a éclaté en plusieurs groupes autonomes, des groupes différents mais qui ont le même état d'esprit et les mêmes pratiques.

— *Vous dites que la majorité du FIS était contre la lutte armée et contre la violence, mais, en même temps, vous avez pourtant créé l' AIS comme le bras armé du FIS. Qui a donc décidé de cette création? Ce ne peut être qu'une majorité et non une minorité...*

La dernière fois que le Conseil consultatif du FIS s'est réuni, ce fut entre le premier et le deuxième tour des élections législatives. Nous avions alors des informations selon lesquelles il pourrait y avoir un coup d'Etat. Pour faire face à une telle éventualité, nous avons décidé de lutter uniquement par des moyens pacifiques. Dans cette hypothèse, comme nous savions qu'il serait impossible de réunir la soixantaine de personnes composant le Conseil, nous avons donné mandat à Abdelkader Hachani — le chef du parti à ce moment-là — de choisir quelques-uns d'entre nous pour participer à une cellule de crise dont la mission serait de gérer le parti après le coup d'Etat, s'il avait lieu. C'est ce qui s'est passé. Hachani a été arrêté une dizaine de jours après, puis juste après lui Rabah Kébir le fut aussi et une semaine plus tard ce fut mon tour. Mais la cellule de crise a toujours fonctionné et on ne peut pas dire qu'il y ait eu alors une majorité et une minorité. Il fallait décider dans l'urgence.

Pendant cette période où tout a basculé — entre janvier et octobre 1992 —, nous avons tout fait pour chercher une issue politique: on a envoyé deux lettres au président Boudiaf (une lettre émanant du parti et une autre des parlementaires élus), on a publié trois ou quatre communiqués... Nous ne voulions pas ouvrir les portes à tous les dérapages que nous pressentions mais après, nous avons été contraints d'agir par rapport à notre base qui était désemparée: soit les militants devaient quitter le territoire soit ils restaient et risquaient alors d'être rapidement arrêtés et incarcérés dans les camps du Sud, soit encore ils voulaient résister par la manière forte puisque désormais il n'existait plus aucune possibilité de combat politique.

Il fallait gérer cette situation invivable. On essayait d'organiser un travail politique dans la clandestinité pour retenir les militants mais on ne pouvait pas convaincre tout le monde. Après octobre 1992, comme le pouvoir avait tout verrouillé, on a pensé organiser une résistance armée sous notre contrôle afin d'éviter les dérapages. Très progressivement, on a commencé une formation pour constituer un corps de militants armés dépendant de nous et les premières actions de l' AIS ont commencé, plusieurs mois après, vers le mois de juillet 1994.

L' AIS, qui déjà avait beaucoup de difficultés pour se procurer de l'armement, prenait beaucoup de précautions pour le recrutement car il ne fallait surtout pas accepter n'importe qui. Celui qui entrait à l' AIS devait être connu de nous depuis plusieurs années. Il était beaucoup plus facile d'entrer au GIA; il suffisait d'avoir une barbe assez longue, de dire certains *hadiths*, de faire certains gestes et un peu de surenchère.

Les gens qui ont créé le GIA appartenaient à la mouvance islamiste au sens large puisque certains avaient adhéré au FIS mais d'autres non. Ils avaient en commun une attitude critique à l'égard de la ligne de notre parti qui avait opté pour une stratégie électorale. Après le coup d'Etat, ces critiques ont été encore plus virulentes; ils nous rendaient responsables de la situation en rappelant qu'ils avaient toujours dit qu'il n'y avait rien à attendre

Printemps 1998

de la démocratie. Certains ont même voulu exiger d'Ali Benhadj qu'il se repentisse de ses choix antérieurs qui avaient conduit les courants islamistes dans cette impasse. Et puis il y a eu la venue de gens d'Afghanistan qui ont imposé leur vision des choses d'autant plus facilement qu'ils bénéficiaient auprès des plus radicaux de la légitimité de ceux qui ont fait la guerre. Ils voulaient une rupture totale avec la précédente stratégie et prônaient une guerre totale.

— *Le pouvoir militaire, à l'époque, a-t-il cherché à profiter de ces divisions et de ces contradictions?*

Certainement, d'autant que l'infiltration des groupes d'islamistes qui allaient créer le GIA a commencé bien avant ces événements. Le pouvoir disposait donc de renseignements sérieux sur ces groupes et sur ces hommes. Cela explique qu'aucun émir n'ait pu tenir très longtemps; après cinq à six mois, il était repéré et liquidé par les forces de sécurité. Depuis, l'infiltration par les services secrets a continué et il s'est passé bien des choses bizarres. Comment expliquer, par exemple, qu'il y ait eu des contacts avec Zitouni, alors incarcéré dans un camp d'internement au sud et qu'on l'ait laissé partir? Cela dit, nous n'avons pas de preuves mais seulement beaucoup d'indices qui montrent que des clans du pouvoir sont probablement impliqués. Mais de quelle manière et jusqu'où? Nous l'ignorons.

— *Vous rejetez toutes les violences contre les civils sur le GIA et sur ceux qui les manipulent, mais l' AIS a pris le maquis pour se battre et a donc aussi sa part de responsabilité dans ces actes.*

A maintes reprises dans ses communiqués, l' AIS a condamné l'assassinat des intellectuels, des étrangers, des opposants politiques, des journalistes et de n'importe quelle personne qui n'était pas armée. L' AIS fait une guerre sélective. Les opérations qu'elle entreprend touchent uniquement des objectifs militaires: des casernes, des policiers, des gendarmes, des soldats ou des miliciens armés. C'est pour cela qu'elle a toujours privilégié ses rapports avec la population civile et qu'elle est même intervenue parfois pour la protéger. Le problème c'est qu'elle ne fait pas d'actions médiatiques; pour les faire connaître, elle diffuse simplement des bulletins internes qui ont une diffusion assez restreinte.

— *En vous écoutant parler ainsi, on pourrait très bien penser que vous êtes en train de justifier une action qui maintenant vous gêne.*

La preuve de ce que j'avance se trouve dans la parole de l'ennemi qui lui-même affirme que l' AIS n'a pas touché à des civils. Par ailleurs, la presse algérienne aurait dénoncé l' AIS si elle avait commis des crimes de cette nature. Et puis, plus largement, nous ne cessons de demander une

commission d'enquête pour faire la lumière sur tous ces crimes. Si l'AIS y était impliquée, nous ne le ferions pas. C'est au contraire parce que nous n'avons rien à cacher que nous l'exigeons. Par contre, nous pensons que la commission d'enquête pourrait montrer les exactions du pouvoir et du GIA.

— En octobre 1997, il semble donc qu'il y ait eu une trêve entre l'AIS et l'armée; certains disent même qu'il s'agit d'une reddition de l'AIS et que ces accords se sont faits sans que les responsables de l'ex-FIS aient été consultés.

Rien n'est simple parce que le pouvoir est très divisé entre deux clans principaux: l'armée avec le général Lamari et la présidence avec Lamine Zeroual. L'armée n'a pas apprécié que celui qu'elle avait porté à la présidence prétende avoir son autonomie d'autant qu'elle avait tout fait pour limiter son pouvoir notamment par une délégation de pouvoirs au général Lamari. Cela n'a pas empêché le président Zeroual de gagner du terrain notamment grâce aux élections présidentielles et législatives. Dans cette nouvelle configuration, le clan Lamari craint de servir un jour de bouc émissaire si cette autonomie et donc cette capacité d'action venait à se consolider. C'est pourquoi l'armée a pris ces contacts avec l'AIS — c'est-à-dire avec ceux qui peuvent arrêter la violence — pour aboutir à cette trêve en octobre. C'est bien une trêve et non une reddition: une organisation qui pendant six ans a fait la guerre ne va pas abandonner la lutte comme cela, surtout quand elle dispose encore de ressources importantes.

Les discussions comprennent deux volets, l'un militaire et l'autre politique. Le volet militaire porte sur l'avenir des maquisards, sur le sort des gens incarcérés, sur les familles des victimes, sur les disparus... C'est dans ce cadre qu'Abassi Madani a été libéré. Quant au volet politique, il doit être abordé avec les responsables politiques du FIS pour trouver une solution pour l'Algérie. Cela passe par l'arrêt de la violence et nous nous y efforçons.

*Entretien conduit par
Jean-Paul Chagnollaud
et Bernard Ravenel*